

Alain Eraly

«Le système est pour une part hors de contrôle, en particulier du politique»

INTERVIEW
SERGE VANDAELE

Q u'est-ce au fond que la responsabilité? Simple-ment le fait d'assumer des actes et leurs conséquences. Un principe qui se décline aujourd'hui partout, à tous les niveaux, parfois même sans doute avec excès, notamment pour répondre à des impératifs toujours plus forts d'efficacité et de performance.

«Aujourd'hui, on doit pouvoir trouver un responsable pour tout», observe Alain Eraly, directeur de l'Institut de Sociologie et professeur à l'ULB, qui interviendra sur ce thème lors d'une prochaine session du Collège de Belgique*. Mais paradoxalement, la responsabilité morale, elle, ne cesse de s'affaïsser dans notre société. De fait, «nous ne sommes plus du tout prêts, dit-il, à recevoir des leçons de morale».

Responsabilité sociale des entreprises, responsabilité environnementale, parentale... La responsabilité est devenue un thème qui se décline à tous les niveaux dans notre société...

La responsabilité est une valeur fondamentale de notre modernité. Impossible de vivre sans. Les parents ne sauraient plus comment agir vis-à-vis de leurs enfants, les enseignants vis-à-vis de leurs élèves, etc.

Notre société repose littéralement sur ce socle. Partout, aujourd'hui, nous observons des politiques, des discours, des dispositifs de responsabilisation. On parle aujourd'hui de responsabilité des dirigeants, des administrateurs, des parents, des patients, des détenus, des salariés en entreprises via des évaluations... Même dans l'administration publique, la responsabilisation déferle sur les fonctionnaires en matière de coûts, de réalisation d'objectifs, de contrat de gestion... Cette responsabilisation croissante constitue une véritable déferlante...

Précisément, comment expliquez-vous cette «déferlante»?

C'est d'abord lié à un approfondissement d'une tradition culturelle. La responsabilité est au cœur des valeurs démocratiques qui se répandent et s'approfondissent. C'est l'avènement du sujet autonome.

Notre sensibilité culturelle ou ce que l'on pourrait appeler notre éthique nous retient de traiter un enfant comme un petit animal à dresser, nous retient de traiter un patient comme un être à soigner qui n'a pas voix au chapitre, etc. Un peu partout, il y a un impératif de respect de la dignité qui est au cœur des politiques de responsabilisation.

L'autre explication, c'est que l'entreprise et l'administration sont confrontées à l'impératif de l'efficacité et de la performance. Et donc à la nécessité d'indexer les conduites de chaque salarié ou fonctionnaire sur des objectifs d'efficacité. Les politiques de responsabilisation servent à ça. Tel est l'horizon de notre société. Mais en

même temps, il y a des évolutions en sens contraire qui sont spectaculaires...

Lesquelles par exemple?

Dans tous les domaines. Dans le champ du politique, l'exercice de la responsabilité politique se trouve confronté à un affaiblissement spectaculaire de la souveraineté.

Prenez n'importe quel grand problème: le réchauffement de la planète, la régulation des marchés, les délocalisations, la politique budgétaire, la fixation des prix, la lutte contre le blanchiment, les paradis fiscaux... Chaque fois, c'est la même évidence qui s'impose: les responsables politiques se déclarent impuissants. Plus rien d'important ne peut se faire au niveau d'un pays. Nous élisons donc des politiques pour les placer en position d'impuissance relative.

Dans le champ économique, l'évolution est semblable. Avec la complexification du système économique, l'exercice de la régulation devient extrêmement précaire. Prenez les marchés financiers, il n'y a plus personne qui les contrôle réellement. Une part grandissante des décisions

d'échanges de titres ne sont même plus prises par des humains mais par des robots interconnectés qui travaillent à la nanoseconde! Et les dirigeants des opérateurs financiers seraient incapables de rendre compte des systèmes à partir desquels fonctionnent les robots dont ils sont propriétaires.

Plus personne ne peut anticiper non plus quels seront les effets des «technosciences». L'univers technologique est un environnement auquel l'être humain est amené à s'adapter, qui le soumet à des contraintes, sans que plus personne ne puisse piloter cela. Qui contrôle encore internet?

Il y a donc deux évolutions antagonistes: l'une vers une responsabilisation croissante des individus et l'autre qui tend vers une perte de contrôle...

À des échelons locaux, celui de l'école, de l'hôpital, de l'entreprise, l'administration... on observe des politiques de responsabilité. À des niveaux sociétaux, on assiste en revanche à une dilution de la responsabilité. Et c'est là que le système est pour une part hors de contrôle, en particulier du politique.

Ce qui est inquiétant pour la démocratie...

Tout à fait. Parler de démocratie, c'est parler de souveraineté. Et la souveraineté dans certains domaines, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'elle est devenue une fiction. Il y a donc une interrogation importante pour notre avenir. Qui est en mesure de décider de l'avenir aujourd'hui, même de façon partielle? La réponse à cette question est redoutable. Le politique ne peut plus sérieusement répondre: «C'est moi».

Cette déresponsabilisation que vous évoquez, n'est-elle pas aussi la conséquence

des nombreux droits qui nous ont été accordés au fil du temps et qui ont peut-être fini par nous mettre en situation de moins plus passive?

C'est tout à fait exact. C'est une évolution subtile. On assiste, d'une part, à une extension continue de la notion de responsabilité juridique parce qu'aujourd'hui, on cherche un responsable pour tout! Pour un arbre qui tombe, une gouttière mal attachée ou la qualité du fromage de Herve...

On cherche un responsable pour se protéger de ce droit au dédommagement qui connaît une extension infinie. Nous sommes en fait une société de victimes potentielles titulaires de droits au dédommagement. Dans un tel contexte, l'assurance et la gestion des risques deviennent des politiques centrales; nous sommes dans une société assurantielle, fondée sur la gestion des risques, où chacun va chercher à se protéger.

Paradoxalement, en même temps, c'est une société dans laquelle la responsabilité morale s'affaïsse. Nous sommes prêts à payer des primes d'assurance mais pas du tout à recevoir des leçons de morale.

Typiquement, l'automobiliste désinvolte qui va créer un accident va dresser le constat, demander de s'adresser à son assurance et va continuer comme si de rien n'était, sans remords. Il n'a pas envie d'entendre quelqu'un lui dire: «Ce que vous avez fait n'est pas bien». Nous sommes donc prêts à payer mais pas prêts à en assumer la responsabilité morale, s'agissant de répondre de ses actes devant autrui.

Nous ne supportons plus la culpabilité. C'est une évolution culturelle fondamentale. Pour prendre un autre exemple, une partie du problème d'image des écologistes tient au fait qu'ils apparaissent comme des donneurs de leçons. Du coup, nous ne les supportons plus parce que nous ne voulons pas que quiconque puisse poser un jugement moral sur nos actes.

Cette évolution n'est-elle pas aussi liée à toutes les contraintes auxquelles nous sommes soumis? On chercherait ainsi, en quelque sorte, à s'en libérer...

C'est une question vertigineuse. Il y a deux pistes d'explication.

La première explication possible tient à notre évolution culturelle vers un individualisme hédoniste. Cela consiste à dire: «Je veux jouir mais pas me sentir coupable».

L'autre explication, plus sinistre, tient au fait que chacun de nous prend progressivement conscience qu'une ou des catastrophes pointent à l'horizon, que ce soit en matière de démographie, d'inégalités sociales, de l'épuisement de nos États providence, de la sauvegarde de la planète... Et donc chacun vit avec cette ombre menaçante mais, en même temps, on ne veut pas trop le savoir car il faut bien continuer à vivre! Et puis nous sommes tous attachés à nos modes de vie...

Une partie de cette répugnance à la responsabilité morale vient sans doute de ce reflux vital qui nous permet de vivre, un peu à la manière des autruches avec la tête dans le sable.

Vous placez cette réflexion dans le cadre de nos sociétés que vous qualifiez de «complexes». Que voulez-vous dire par là?

La complexité est de deux types. La complexité technologique construit autour de nous un monde qui nous devient proprement incompréhensible. Nous nous y adaptons mais ce monde reste dans une large mesure incompréhensible.

L'autre complexité est celle au sens de la croissance vertigineuse des interdépendances qui fait que nous sommes l'objet de myriades de décisions prises un peu partout sur la planète, dont nous ignorons tout mais qui conditionnent notre vie. Et

réciroquement, chacun d'entre nous perd la trace de ses actions dans des univers complexes et interdépendants. Chaque acte que nous posons porte effet sur les prix, le climat... Mais nous ne sommes plus capables de suivre ces effets, ce qui est pourtant le présupposé même de la responsabilité qui n'est autre qu'assumer les conséquences de ses actes. Mais dans un monde complexe, vous ne savez plus quelles sont les conséquences de vos actes. D'où une dilution de la responsabilité.

* Sous l'égide de l'Académie royale de Belgique, le Collège de Belgique organise régulièrement des cours-confé-

rences ouverts à tous, gratuitement et sans inscription. Parmi les nombreux thèmes abordés cette année, une session spéciale sera consacrée à la responsabilité. Intitulée «Vers une société sans auteur. L'affaiblissement de la responsabilité dans les sociétés complexes», la session, composée de 5 cours-conférences, s'étalera du 14 octobre au 2 décembre, à Bruxelles. Informations: collegebelgique.be. Pour (ré)écouter ou (re)voir les enregistrements des conférences du Collège de Belgique: academie.tv.

Le programme est disponible sur le site de l'Académie Royale de Belgique: academieroyale.be.